

personnelle et celle de mes collègues pour l'excellente déclaration de politique que vous avez récemment présentée à la Conférence mondiale de l'alimentation à Rome au nom du gouvernement et du peuple du Canada. Nous, du Programme alimentaire mondial, apprécions profondément le rôle de chef de file que le ministère de l'Agriculture du Canada a joué et qu'il entend continuer à jouer pour aider à éliminer la faim. Votre touchant discours, tout comme vos initiatives et vos propositions des plus pratiques, sont certainement des plus encourageants.»

● (1120)

J'étais fier d'être canadien avant d'aller à la Conférence, je le suis encore plus après y avoir assisté.

Des voix: Bravo!

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, je sais qu'il est d'usage en répondant à une déclaration comme celle que nous venons d'entendre, que les députés de l'opposition remercient le ministre de leur en avoir fait parvenir un exemplaire. Votre Honneur se souviendra que j'ai soulevé, hier, la question de privilège parce que le ministre avait négligé de faire une déclaration. D'après sa réponse à cette occasion et d'autres renseignements, je suis certain que la déclaration était prête il y a une vingtaine d'heures. A 10 h 30 ce matin, j'ai communiqué avec le bureau du ministre. J'ai rappelé à 10 h 35. A 10 h 49, je me suis rendu au bureau du ministre et, en sa présence et en présence de ses collaborateurs j'ai réclamé un exemplaire de sa déclaration. Je l'ai reçue à mon arrivée à la Chambre aujourd'hui.

Des voix: C'est honteux!

M. Jarvis: Mon bureau est situé dans le même immeuble que celui du ministre, quatre étages au-dessus, et même si le ministre avait dû grimper ces quatre étages, nous aurions pu en obtenir un exemplaire. Le ministre parle constamment de collaboration dans l'intérêt des cultivateurs canadiens et de ceux du monde entier. Si c'est là un exemple de la collaboration qu'il entend apporter aux autres pays aux prises avec la famine, que Dieu ait pitié des affamés! Tout ce que je peux dire de positif, c'est que si j'étais à la place du ministre, je serais aussi honteux que lui de faire cette déclaration.

Des voix: Bravo!

M. Jarvis: Dans son dernier article sur la Conférence mondiale de l'alimentation, M. James Rusk, journaliste du *Globe and Mail*, a résumé la situation ainsi:

La politique a gagné et l'alimentation a perdu. Les problèmes étaient politiques, les mesures ont été politiques et les décisions aussi.

Ce n'est pas au ministre personnellement que je m'en prends, mais c'est mon opinion de ce qui s'est passé à la conférence. Je n'ai aucun moyen de juger si la conférence a été une réussite politique. Mais pour ce qui est de savoir si elle a réussi à résoudre le problème de la famine dans le monde, aucun député ici présent ne peut prétendre que la Conférence de Rome a été un succès. Quant à l'attitude adoptée par le Canada et à sa participation, je dois dire au ministre et à tous les députés que j'étais fier d'être canadien le deuxième jour de la conférence. J'étais fier quand le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) a fait sa déclaration. Je pense que nous avions tous raison d'être fiers à ce moment-là.

Nous sommes allés à la conférence dans l'espoir de donner l'exemple. Et je crois que nous avons réussi, monsieur l'Orateur. Notre engagement à fournir un million de tonnes de vivres par année pendant trois ans est louable pour deux raisons bien évidentes: d'abord, il s'agissait d'une aide non pas pécuniaire, mais matérielle, comme on

Conférence mondiale de l'alimentation

nous l'avait demandé; ensuite, notre engagement dépassait largement celui des autres exportateurs de produits alimentaires. Il y a cependant un autre critère. Je ne parle pas uniquement du fait qu'il y a trois ou quatre ans seulement, la quantité de vivres envoyées par le Canada aux peuples affamés dépassait de beaucoup ce que nous avons promis à Rome. Je parle surtout du fait que cet engagement triennal ne commencera pas avant la prochaine année-récolte. Dans un éditorial du 28 novembre de la *Gazette* de Montréal, on lisait:

La contribution du Canada de 1 million de tonnes pendant les trois prochaines années est décevante, si on la compare aux apports antérieurs. Le refus du Canada de fournir des fertilisants est mesquin, si l'on songe qu'il en a donné 150,000 tonnes métriques en 1970 et qu'environ 30 p. 100 de la production canadienne d'engrais a été exporté aux États-Unis en 1973-1974.

Dans la même veine, voici ce que disait le *Globe and Mail*:

Cette contribution n'est impressionnante que si on la compare aux scandaleuses contributions passées.

Le critère dont j'ai parlé consistait à mesurer notre aide d'après la capacité de production du Canada. Mesurée de cette façon, elle ne justifie aucune satisfaction de la part des Canadiens. Comme réponse à cette question pour faire ce test, nous n'avons qu'à nous reporter à la déclaration faite à la Chambre le 3 octobre 1974 par le ministre, comme en témoigne la page 96 du hansard:

J'ai affirmé que les agriculteurs du Canada augmenteraient leur productivité de 50 p. 100 d'ici cinq ans, s'ils tiraient un profit raisonnable de leur production et avaient la garantie de recevoir, eux aussi, ce que les autres secteurs de la société veulent...

Si nous nous prétons à ce test de capacité, aucun député ni aucun producteur de ce pays ne peut être très satisfait. En ce qui concerne les secours d'urgence, j'ai pris note de la question qui a été posée au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) le 14 novembre, pendant la conférence, alors que le chiffre de 50 millions de dollars a été mentionné à tort et à travers. Tout ce que je sais de ces 50 millions, c'est qu'à la suite de la conférence de Rome, on a réaffecté 50 millions de dollars dans le cadre du programme de l'ACDI. Il n'y a pas de nouveau fonds. Ce n'est rien d'impressionnant.

Permettez-moi maintenant d'aborder ce qui, à mon avis, constitue la question la plus importante du point de vue canadien, c'est-à-dire la nécessité d'aider les pays en voie de développement à accroître leur propre production alimentaire. Les Canadiens avaient toutes les raisons de croire que la délégation canadienne prendrait l'initiative à cet égard. Tout d'abord, nous avons lu le discours prononcé par le ministre de l'Agriculture avant son départ pour Rome, où il disait que c'était là la priorité de nos priorités, puisque nous avons les connaissances nécessaires pour fournir cette aide. A mon avis, la phrase la plus importante dans la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures à la conférence est celle-ci:

... le Canada insiste sur la nécessité d'accroître la capacité de production alimentaire des pays en voie de développement, car c'est sur cet aspect du problème que doit être axée la lutte contre la faim.

Dans son discours à la Chambre le 15 novembre, alors qu'il résumait en sept points la position qui permettrait au Canada, espérait-il, de participer au règlement de cette crise, il avait dit, comme en fait foi la page 1376 du hansard:

D'abord, le Canada est prêt, dans le cadre de son programme d'aide, à accorder une haute priorité au développement agricole des pays qui mobilisent leurs propres ressources pour accroître la production alimentaire.